

Le Conseil de gouvernement du jeudi 14/03/2013

Adoption des propositions de nomination à de hautes fonctions

Le Conseil de gouvernement, réuni jeudi à Rabat, sous la présidence du Chef de gouvernement, Abdelilah Benkirane, a avalisé des propositions de nomination dans de hautes fonctions, conformément aux dispositions de l'article 92 de la Constitution.

Il s'agit de Mme Nada Roudies au poste de secrétaire générale du ministère de Tourisme, Mme Salima Bennani au poste de directeur de la Caisse de la Compensation, et Mme Nezha Mouan au poste de directeur du Centre hospitalier universitaire (CHU) Ibn Sina, a indiqué le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Mustapha Khalfi, dans un communiqué lu lors d'un point de presse à l'issue de la réunion du Conseil.

D'autres nominations ont concerné MM. Ouazar Driss, directeur de l'Ecole nationale de l'industrie minérale (ENIM), relevant du ministère de l'Energie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement, et Mohamed Reda El Fassi, directeur du protocole au ministère des Affaires étrangères et de la coopération.

Ont également été nommés au ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de la Formation des cadres, MM. Abdelaziz Chafik au poste de Doyen de la faculté polydisciplinaire d'El Jadida, Azzeddine Madaoui au poste de Doyen de la faculté des sciences de Kénitra, Abdelaziz Balaoui au poste de Doyen de la faculté de la Charia d'Agadir (Université Al Quaraouiyine), Mohamed El Faqr Tamsamani au poste de Doyen de la faculté Oussoul-Ed-Dine de Tétouan (Université Al Quaraouiyine), Hossein Azdouk au poste du directeur de l'Ecole normale supérieure de Casablanca, Abdelaziz Skalli au poste de Doyen de la faculté des Sciences juridiques, économiques, et sociales de Fès, Yahya Abou El Farah au poste de directeur de l'Institut des études africaines à Rabat, Hassan Bouki au poste de Doyen de la faculté polydisciplinaire de Taza, et Driss Chenouni au poste de directeur de l'Ecole normale supérieure de Fès.

A rappeler que depuis l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions constitutionnelles, quelque 140 propositions de nomination ont été approuvées en Conseil des ministres, dont 16 femmes, soit une hausse de 11,6 pc, dans la perspective d'établir, à terme, la parité entre les deux sexes.

Par ailleurs, le *Conseil de gouvernement a approuvé des amendements aux cahiers des charges de la Société nationale de Radiodiffusion et de Télévision (SNRT) et de Soread-2M.*

Adoption de trois projets de décret relatifs à la pêche maritime, l'assurance applicable aux notaires et au statut particulier du corps des infirmiers

Le Conseil de gouvernement, réuni jeudi à Rabat, sous la présidence du chef de gouvernement, Abdelilah Benkirane, a adopté trois projets de décret concernant les domaines de la pêche maritime, de l'assurance professionnelle appliquée aux notaires et du statut des infirmiers du ministère de la Santé.

Lors d'un point de presse à l'issue de la réunion du Conseil, le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Mustapha Khalfi, a précisé que le premier projet de décret n 2-12-480 porte

sur la composition et les modalités de gestion du comité scientifique de l'Institut national de recherche halieutique (INRH).

Présenté par le ministre de l'Agriculture et de la Pêche maritime, Aziz Akhannouch, ce projet fixe, selon l'article 8 de la loi n 48-95 portant création de l'INRH, le nombre des membres représentant l'administration et l'INRH dans le comité scientifique ainsi que les modalités de son fonctionnement.

L'article 8 de la loi n 48-95 portant création de l'Institut national de recherche halieutique prévoit également l'institution d'un comité scientifique chargé de préparer les programmes de recherche scientifique de cet établissement.

Ce projet stipule que le comité scientifique se réunit, sur convocation de son président, au moins deux fois par an à savoir avant le 15 novembre de chaque année pour arrêter les programmes de recherche scientifique entrant dans le cadre des missions imparties à l'INRH au titre de l'année suivante et avant le 1^{er} juin de chaque année pour évaluer l'état d'avancement des programmes prévus et proposer leur ajustement, le cas échéant.

Le comité peut se réunir en session extraordinaire en tant que de besoin sur convocation du ministre chargé de la pêche maritime ou de son président ou à la demande du tiers de ses membres.

Le projet de décret n 2-13-32 fixant la prime minimale d'assurance applicable aux notaires, présenté par le ministre de la Justice et des Libertés vise à assurer la protection juridique de tous ceux qui traitent avec les notaires par le biais du mécanisme d'assurance pour les risques d'erreurs professionnelles, considérant que l'assurance de responsabilité civile fait partie des règles de base de l'Etat de droit.

En vertu de ce projet, le montant de l'assurance de la responsabilité du notaire pour le préjudice causé par des erreurs professionnelles du notaire ou de ses stagiaires s'élève à cinq millions de dirhams en tant que prime minimale avec la possibilité de revoir cette délimitation par une décision commune du ministre de l'Economie et des Finances mais également du ministre la Justice et des Libertés, après des concertations auprès du Conseil National des Notaires et la Commission consultative des assurances, tous les deux ans chaque fois que cela est nécessaire.

Le Conseil de gouvernement a également adopté le projet de décret n 2-13-129 modifiant le décret n 2-06-620 du 13 avril 2007 relatif au statut particulier du corps des infirmiers du ministère de la santé, présenté par le ministre de la Santé, visant à régulariser la situation des fonctionnaires lauréats des Instituts de formations aux Carrières de Santé (IFCS) relevant du ministère de la Santé.

Ce projet porte sur l'affectation, sans concours, des fonctionnaires lauréats du premier cycle pour les infirmiers licenciés (2^{ème} grade) et l'affectation des fonctionnaires lauréats du 2^{ème} cycle des études paramédicales pour les infirmiers licenciés (1^{er} grade).

Ce projet se base sur l'article 22 de la Loi 05-50 modifiant le Dahir n 1-58-008 du 24 février 1958 portant statut général de la fonction publique.

Les fonctionnaires lauréats dont la situation n'a pas été régularisée, au titre des années 2011 et 2012, sont au nombre de 217 pour les lauréats du premier cycle et 201 lauréats du 2^{ème} cycle.

Adoption d'un projet de décret sur le "compte spécial dédié aux dons des pays du conseil de coopération du Golfe"

Le Conseil de gouvernement, réuni jeudi sous la présidence de M. Abdelilah Benkirane, a adopté un projet de décret portant création d'un compte spécial sous l'intitulé "compte spécial dédié aux dons des pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG)".

Ce projet intervient sur la base de la décision adoptée lors de la 32^e session du conseil suprême du CCG, tenue en décembre 2012 à Riyad, et aux termes de laquelle les pays du Conseil s'engagent à déboursier 5 milliards de dollars sur cinq ans, destinés au financement d'une série de projets proposée par le Royaume lors de la tournée royale dans les pays du CCG, en octobre dernier, a indiqué le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Mustapha Khalfi, lors d'un point de presse à l'issue du Conseil.

La création de ce mécanisme vise à maîtriser les comptes des programmes et projets bénéficiaires de dons, et compte tenu du caractère urgent de cette opération, a-t-il expliqué.

Et d'ajouter que ce projet, présenté par le ministre de l'Economie et des finances, s'inscrit en droite ligne des articles 70 et 92 de la Constitution et de l'article 36 de la loi de finances 2013, qui autorisent le gouvernement à créer, par voie de décrets, des comptes spéciaux de la Trésorerie au cours de la période allant de la date de la publication de cette loi dans le bulletin officiel et jusqu'au 31 décembre 2013.

M. Benkirane affirme la nécessité de s'opposer avec fermeté à la violence dans des établissements universitaires

Le chef du gouvernement, Abdelilah Benkirane, a affirmé jeudi qu'il était nécessaire de s'opposer avec "fermeté et vigueur" à la violence dans certains établissements universitaires.

Dans un communiqué lu par le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Mustapha Khalfi, à l'issue du Conseil de gouvernement, M. Benkirane a appelé les ministères de l'Intérieur, de la Justice et des Libertés et de l'Enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de la formation des cadres, à établir une coordination étroite entre leurs services, à prendre des mesures vigoureuses pour faire face à cette violence et à réprimer sévèrement le port et l'usage d'armes blanches.

Le Chef du gouvernement, qui a condamné l'agression dont a été victime un professeur universitaire à Fès, a également salué les efforts déployés par les forces de l'ordre et les autorités compétentes à cet égard.